

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 30/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KOHLER FRANCE

Parc d'activités de Noyon Passel
60400 Passel
60400 PASSEL

Références : IC-R/0363/22-NEC
Code AIOT : 0005106109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement KOHLER FRANCE implanté Parc d'activités de Noyon Passel 60400 PASSEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Face à une situation de sécheresse exceptionnelle, Madame la Préfète de l'Oise a décidé de placer en situation de crise sécheresse les bassins versants de la Bresle et de la Divette-Verse. Ces bassins avaient déjà été placés en situation d'alerte renforcée par arrêté du 21 juillet 2022.

Un arrêté préfectoral a donc été signé le 12 août 2022 afin de réglementer les usages de l'eau en vue de la préservation de cette ressource.

En tant qu'exploitant d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à Autorisation (ou Enregistrement) situé dans une des communes de ces bassins versants (dont la liste est annexée à l'arrêté – en l'occurrence la commune de Passel appartenant au bassin versant de la Divette-Verse), l'exploitant est concerné par cet arrêté, et en particulier l'article 4 rendant applicable les mesures de l'arrêté cadre sécheresse du département de l'Oise du 29 juillet 2022, qui dispose : " Les mesures applicables à l'ensemble et à chaque usager sont précisées dans l'annexe 6 de l'arrêté cadre sécheresse départemental signé le 29 juillet 2022 et publié au recueil des actes administratifs spécial de la préfecture de l'Oise du 29 juillet 2022."

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KOHLER FRANCE
- Parc d'activités de Noyon Passel 60400 PASSEL
- Code AIOT : 0005106109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : non

La société KOHLER FRANCE exploite une plate-forme logistique dédiée au stockage d'articles de salles de bain.

L'activité a été autorisée et réglementée par arrêté préfectoral du 6 août 2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse
- Suites de l'inspection précédente de 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/08/2008, article IX.6.2	Non-conformité	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, annexe 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est soucieux de limiter au maximum la consommation d'eau en provenance du réseau public ; il a sensibilisé son personnel.

Toutefois, afin de se mettre en conformité avec la prescription de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2022, il est demandé à l'exploitant de déposer une demande de dérogation au titre de l'article 6.3 de l'arrêté réglementant provisoirement l'usage de l'eau compte tenu de la sécheresse.

En préambule de réponse à cette demande, il est rappelé que l'arrêté cadre sécheresse du 29 juillet 2022 et les arrêtés de restrictions temporaires des usages de l'eau actuellement en vigueur visent à optimiser l'organisation de la gestion de la crise et gérer les situations de pénurie d'eau en assurant, dans le respect des équilibres naturels, les usages prioritaires de santé, sécurité civile et d'approvisionnement en eau potable, tout en conciliant les usages dans les territoires et la nécessaire solidarité amont/aval des bassins versants.

Dans l'attente de la décision formelle sur la demande de dérogation qui sera formulée, l'exploitant peut maintenir le niveau habituellement déclaré de consommation d'eau.

Enfin, des documents sont toujours en attente suite à la visite d'inspection précédente du 9 octobre 2020, notamment ceux relatifs à la mise en conformité des locaux ATV qui ne sont pas dotés d'installation d'extinction automatique. L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai de trente jours une justification attestant de la mise en conformité des locaux ATV, faute de quoi une mise en demeure sera proposée à la signature de Mme la Préfète.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Annexe 6 (partie ICPE) de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2022
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Mesures générales :</u> Les entreprises sont invitées, individuellement, à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font. Des solutions alternatives visant à réduire les prélèvements en eau telles que la récupération et la réutilisation des eaux seront à privilégier.</p> <p><u>Limitation de la consommation d'eau au strict nécessaire.</u> Dans le respect des contraintes de sécurité des installations, réductions temporaires prévues dans leurs arrêtés préfectoraux d'autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques pour économiser l'eau en relation à l'impact de leurs rejets d'eau résiduaires sur le milieu naturel. En cas de rejets préjudiciables à la qualité de l'eau, l'activité devra être modulée de façon à ce que les rejets soient limités. Il sera appliqué une surveillance accrue des rejets et application stricte de l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p><u>En crise :</u> à défaut et sauf dérogation spécifique accordée par la préfet/la préfète dans les conditions de l'article 6, les ICPE limitent leurs prélèvements à la mise en sécurité des installations et aux prélèvements intégralement restitués aux cours d'eau dans le respect du débit réservé au cours d'eau.</p> <p><u>Mesures sur les rejets :</u> Sans préjudice des dispositions relatives à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau des prises d'eau potable est signalé immédiatement à la Préfète de département. Les travaux nécessitant le délestage direct dans les rivières ou leurs canaux de dérivation, sont soumis à autorisation préalable et peuvent être reportés jusqu'au retour à un débit plus élevé. En cas de rejets préjudiciables à la qualité de l'eau, l'activité devra être modulée de façon à ce que les rejets soient limités. Il sera appliqué une surveillance accrue des rejets et application stricte de l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre des ICPE.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société KOHLER FRANCE exploite une plate-forme logistique dédiée au stockage d'articles de salles de bain sur la commune de Noyon. Elle n'utilise pas d'eau en dehors des besoins liés à la protection incendie (eau de pluie réutilisée), aux sanitaires et aux lavages de certaines machines telles que la presse à balle (eau en provenance du réseau communal).</p> <p>La plate-forme logistique est uniquement alimentée en eau de ville. La consommation annuelle estimée par l'exploitant est de 1000 m³.</p> <p>Le responsable de production a sensibilisé son personnel à la nécessité de faire extrêmement attention à la quantité d'eau utilisée notamment pour le lavage des sols et des machines. L'arrosage des pelouses est arrêté depuis début juillet. L'exploitant a déjà mis en place sur son site un dispositif de récupération des eaux de pluie pour alimenter le système de défense incendie.</p> <p>Toutefois, afin de se mettre en conformité avec la prescription visée ci-dessus, il est demandé à l'exploitant de déposer une demande de dérogation au titre de l'article 6.3 de l'arrêté réglementant provisoirement l'usage de l'eau compte tenu de la sécheresse.</p>

La demande de dérogation est à adresser par courriel à ddt-be-dreal@oise.gouv.fr et ddt-seef@oise.gouv.fr). Au-delà des éléments précisés dans l'arrêté, les éléments suivants devront également figurer :

- volumes de prélèvement autorisés : annuel et en débits horaires et journaliers si possible,
- origine de l'eau, si souterraine, nappe exploitée,
- si rejet dans le milieu naturel, masse d'eau réceptrice,
- volume journalier correspondant à la demande de dérogation ;
- mesures déjà prises ou qui pourront être prises en complément pour limiter cette consommation d'eau (en précisant si possible la nature des travaux consommateurs d'eau qui ne peuvent être reportés).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2008, article IX.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Titre IX.6.2 – 3ème alinéa de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 août 2008 L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur. Ils sont composés notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'au moins 4 appareils d'incendie (bouches, poteaux....) situés à moins de 150 mètres et dont au moins 2 sont implantés sur le site à 100 mètres au plus du risque à défendre, ou des points d'eau (bassins, citernes....). Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude des dangers. Ces appareils « incendie » permettent d'assurer un débit de 60 m³/h chacun, sous une pression de 6 bars.
Note : Une inspection a été réalisée le 9 octobre 2020. Elle n'a pas révélé de non-conformité majeure mais l'Inspection de l'Environnement a formulé : <ul style="list-style-type: none">• 4 non-conformités ne constituant pas des non-conformités majeures ;• 5 observations [demandes d'actions correctives, demandes de compléments d'information, recommandations, observations/remarques]. Non-conformité n°1 : les trois poteaux incendie, pour lesquels les justificatifs de leur dimensionnement ont été transmis, ne permettent pas d'assurer un débit de 60 m³/h avec une pression minimale de 6 bars. Non-conformité n°2 : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du dimensionnement du quatrième poteau d'incendie, conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation. Non-conformité n°3 : l'installation d'extinction automatique n'est pas conforme au référentiel normatif. Parmi les écarts relevés, un d'entre eux date de 2013 sans que les actions correctives n'aient été mises en place. L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour engager les mesures nécessaires à la conformité au référentiel; à défaut, il sera proposé à Madame la Préfète une mise en demeure sur ce point. Non conformité n°4 : l'exploitant ne respecte pas les quantités annuelles autorisées dans son arrêté préfectoral d'autorisation, en matière de déchets produits. Observation n°1 : le document de l'entreprise SMS doit être signé par le technicien. Observation n°2 : l'exploitant est invité à mettre en place, par tout moyen à sa convenance, un plan d'actions suite à chaque contrôle d'installation. Observation n°3 : l'exploitant est invité à se rapprocher du SDIS afin que celui-ci se positionne sur l'aménagement des aires d'aspiration, et notamment sur les possibilités de manoeuvres des véhicules de secours. Observation n°4 : l'exploitant est invité à dater la procédure « gestion et traitement des déchets ». Observation n°5 : l'exploitant justifie le code déchet 20 01 39 pour les matières plastiques, sachant qu'il est autorisé pour le code 15 01 02 (emballages en matières plastiques). Si le code déchet doit être rajouté, pour le site, il conviendra que l'exploitant porte à la connaissance de Madame la Préfète l'actualisation du tableau des déchets figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 août 2008.

Constats :

L'exploitant a répondu aux non-conformités et observations citées ci-avant dans un courrier daté du 28 janvier 2021.

Non-conformités :

1. Dimensionnement poteaux incendie sur le site

L'arrêté préfectoral mentionne à l'article IX.6.2 : "d'au moins 4 appareils, situé à de 150 mètres, et dont au moins 2 implantés sur le site à 100 mètres au plus du risque. ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau. ou prN6, doit permettre de fournir en toutes circonstances (débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers. ces appareils incendie permettent d'assurer un débit de 60 m³/h sous 6 bars de pression".

Le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie SDIS 60 mentionne en page 28 que « la pression dynamique minimale est de 1 bar et maximum de 6 bars ».

Le dernier rapport de vérification des poteaux incendie sur le domaine privé indiquant 5 bars, permet au site d'être dans les débits à respecter. **SOLDÉE**

2. Dimensionnement poteaux incendie voie publique

L'exploitant a transmis le rapport effectué par SUEZ le 07/01/2021 sur les poteaux de la voirie de la ZA de Passel. **SOLDÉE**

3. Installation d'extinction automatique / absence de protection dans plusieurs locaux ATV

L'exploitant a transmis les devis pour les travaux à réaliser sur les locaux ATV.

Étant donné, le montant élevé de ces travaux [34338 euros pour la mise en place de protection sprinkler sur les locaux ATV (Bungalow 1 et 2) ou 31 186,08 euros pour les travaux de remplacement des plafonds locaux ATV], il doit faire une demande d'investissement auprès de sa Direction avant de pouvoir valider un des devis.

FAIT SUSCEPTIBLE DE SUITE.

Aucun document n'a été transmis depuis. L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai de trente jours un justification attestant de la mise en conformité des locaux ATV, faute de quoi une mise en demeure sera proposée à la signature de Mme la Préfète.

4. Quantités annuelles autorisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en matière de déchets produits :

L'exploitant a transmis un courrier de porter à connaissance adressé à Madame la Préfète le 13 janvier 2021 dans lequel il sollicite une augmentation du volume de ses déchets produits du fait de l'augmentation croissante du volume des expéditions du site.

L'instruction dette demande fera l'objet ultérieurement d'un rapport qui proposera une modification des prescriptions applicables à l'établissement. **SOLDÉE**

Observations :

1. Rapport de vérification annuelle des installations RIA

L'exploitant a transmis le rapport réalisé par SMS le 09/07/2020, signé. **SOLDÉE**

2. Plan d'action contrôle d'installation

Toutes les vérifications, entretiens, et maintenance sont réalisées par la société SMS. En début d'année, le prestataire envoie un planning d'intervention annuel. Ce planning est suivi par Madame

Adeline FLEURY. Tous les devis de maintenance découlant des vérifications sont enregistrés informatiquement et leur réalisation contrôlée. **SOLDÉE**

3. Aménagement aires d'aspiration et aires de stationnement

L'Adjudant-Chef DIOT est venu sur le site et n'a relevé aucune non-conformité au niveau de ces points. L'exploitant est dans l'attente de leur retour écrit, qu'il nous transmettra dès réception.

Aucun document n'a été transmis depuis. OBSERVATION

4. Procédure « gestion et traitement des déchets »

L'exploitant a transmis la procédure datée. **SOLDÉE**

5. Code déchet

L'exploitant a transmis la nouvelle « Fiche d'information préalable à l'acceptation des déchets », corrigeant le code utilisé pour le déchet plastique : changement du code 20 01 39 pour le 15 01 02.

SOLDÉE

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet